

Ouverture des négociations de paix inter-burundaises

PANA, 11/06/2008 Le Cap, Afrique du Sud - Les deux factions rivales de la crise burundaise, le gouvernement et le mouvement rebelle (Palipehutu-FNL) ont engagé des négociations dans la ville sud-africaine de Magaliesberg dans l'espoir de trouver un accord de paix durable après 15 années de guerre civile dans le pays. Les représentants des Nations unies (ONU), de l'Union africaine (UA) et de l'Union européenne (UE) prennent part à ces négociations au cours desquelles l'Afrique du Sud jouera le rôle de médiateur.

Les ambassadeurs de la France, de la Norvège, de la Tanzanie, de l'Ouganda et des Etats-unis à Bujumbura prennent part à ces négociations. À l'ouverture des pourparlers, le chef rebelle Agathon Rwaswa a lu une déclaration conjointe qui stipule que: "Nous avons décidé de mettre fin aux hostilités parce que nous sommes conscients que le peuple burundais a beaucoup souffert de cette longue crise", notant que les deux parties ont invité la communauté internationale à continuer d'apporter son assistance "afin que nous puissions prendre ensemble le chemin de la paix au bénéfice de tous les Burundais". M. Rwaswa a toutefois déclaré que les combattants ne déposeront les armes que si le gouvernement garantit un accord politique et militaire. Ce pays enclavé de l'Afrique centrale est dévasté par une guerre civile qui a fait près de 300.000 morts depuis 1993. Un accord de cessez-le-feu signé en septembre 2006 a été plusieurs fois violé, mais l'Afrique du Sud a exprimé son espoir quant au respect du futur accord par les deux parties. Le Burundi est une République multipartite à régime présidentiel où le président occupe les charges de chef d'Etat et de gouvernement. Le pouvoir exécutif est aux mains du gouvernement.